



6^{ème} congrès 07-08 décembre 2012

1- COMMUNISTES : UN OUTIL POUR COMBATTRE LE CAPITALISME

2- DANS QUELLE SITUATION NOTRE PARTI DÉPLOIE SON ACTIVITÉ ?

2-1 LA SITUATION MONDIALE

2-2 L'EUROPE AU SERVICE DU CAPITAL

2-3 LA RÉALITÉ DU CAPITALISME C'EST ÇA !

2-4 LA SITUATION EN FRANCE

3- IL N'Y A QUE LES LUTTES POUR LES ARRÊTER

4- POUR UN GRAND PARTI REVOLUTIONNAIRE : INTERVENIR, FAIRE GRANDIR NOTRE ORGANISATION

COMMUNISTES : UN OUTIL POUR COMBATTRE LE CAPITALISME

Ce 6^{ème} congrès de Communistes coïncide avec le 10^{ème} anniversaire de la création de notre Parti.

La première phrase du rapport d'ouverture de notre congrès fondateur énonçait : « A l'issue de ce congrès nous aurons créé en France le parti révolutionnaire qui manque tant aujourd'hui. En créant « Communistes » nous allons donner l'outil indispensable à celles et ceux qui combattent le capitalisme et qui veulent changer de société. C'est une très grande responsabilité qui nous est conférée ». Nous avons pris cette décision à partir de l'analyse de classe de la situation en France, en Europe, dans le monde où le capitalisme domine depuis la disparition de l'URSS et des pays de l'Est européens. Nous nous sommes construits sur la base du Marxisme – Léninisme. « L'histoire de toute société est l'histoire de luttes des classes » ont démontré Marx et Engels. La classe ouvrière, le peuple, ont plus que jamais besoin d'un parti révolutionnaire, d'un parti d'avant-garde, pour mener à bien cette lutte.

Abolir le capitalisme et le remplacer par une autre société de justice sociale et de paix, une société socialiste, c'est pour cela que nous luttons. Notre combat quotidien pour faire reculer le capitalisme, lui imposer des revendications, développer la conscience d'en finir avec lui, s'inscrit dans cette direction.

En 2002 il était indispensable de créer « Communistes », car le mouvement populaire ne disposait plus d'une organisation politique révolutionnaire à son service, d'une organisation sur laquelle il puisse s'appuyer. Tous les événements que nous avons vécus depuis 10 ans ont montré que la lutte des classes a considérablement grandi que ce soit en France, en Europe et dans le monde entier.

Pour mener les luttes actuelles et celles qui nous attendent, tout confirme que non seulement nous avons eu raison de créer notre Parti mais je dirais, heureusement que nous l'avons créé. A titre d'exemple, revenons rapidement sur l'élection Présidentielle de mai dernier. Tous les partis « de gauche », du PS au PCF, au Front de Gauche, jusqu'au NPA, les Verts etc... ont porté Hollande au pouvoir, soit en appelant à voter pour lui, soit en appelant à battre Sarkozy ce qui revenait au même. Ajoutons pour mémoire à tous ceux-là, les divers « groupes » qui manient à longueur de temps la « phrase révolutionnaire ».

La seule voix différente, ce fut, une fois de plus, celle de notre parti. Les 6 mois qui viennent de s'écouler, confirment une fois encore, que nous sommes les seuls révolutionnaires. En même temps cette élection confirme, s'il en était besoin, que la grande question qu'il nous faut résoudre, c'est celle de l'union. Union avec qui, pour faire quoi.

Nous sommes profondément pour l'union. L'union et le rassemblement sont notre objectif central. Les travailleurs manuels et intellectuels sont le nombre. Unis ils représentent une force considérable. Leur rassemblement dans l'action est absolument indispensable. L'union pour combattre le capital, le faire reculer et finalement le vaincre. Oui, l'union mais sur une base claire, une base de classe. Une union sans aucune compromission. Si nous allions un tant soit peu dans cette voie en pensant être plus nombreux, si nous allions si peu que ce soit dans le sens du vent, ce serait condamner le peuple à l'échec. L'exemple de la Présidentielle a montré une fois de plus où conduiraient de telles alliances sans principe.

Prenez l'Europe. Là encore nous sommes les seuls à montrer que cette Europe a été faite et est construite par les capitalistes pour les intérêts capitalistes, pour mieux exploiter les peuples, qu'elle ne peut être sociale, qu'il faut lutter contre elle, nous expliquons notre conception des relations en Europe, alors que les autres partis, syndicats, organisations diverses, ne contestent pas l'Europe mais en appellent à une Europe dite « sociale ».

Oui nous avons fait du chemin depuis 10 ans

Notre ancrage dans la vie politique nationale existe. Des salariés dans les entreprises, les établissements d'enseignement, nous reconnaissent comme une force politique clairement identifiable ; ils comptent sur nous et nous le disent. Nous avons noué des relations nombreuses et solides. Pourquoi ? Parce que nous sommes les seuls à donner une perspective révolutionnaire.

Aujourd'hui, c'est quoi donner une telle perspective ? C'est expliquer que pour stopper les coups du capital et du gouvernement, pour changer réellement la vie, il faut se rassembler de plus en plus nombreux pour lutter de plus en plus fort contre le capital.

Nous avons renforcé notre capacité idéologique et politique, notre capacité théorique. Nous devons continuer à le faire de plus en plus en nous appuyant sur la richesse de la réflexion individuelle et collective de tout le parti.

Nous avons été présents sur tous les événements, les luttes, les batailles politiques. Nous avons, à partir de notre analyse de classe, donné notre opinion sur la situation, sur le moyen d'en sortir, analysé le rapport des forces, le comportement des forces politiques et syndicales. Nous avons montré et nous continuons de le faire, que seule la lutte anticapitaliste peut changer les choses en bien.

Bien sûr la bataille est rude, la lutte de classe acharnée, c'est un chemin difficile et long dans lequel nous sommes engagés. Dans ce système, tout est fait pour museler le peuple. Tous les autres partis sont intégrés au capitalisme. Le système médiatique est un relai immense et quotidien pour le capitalisme et ses soutiens.

Nous voudrions aller plus vite, recueillir plus vite les fruits de notre action, de notre

travail. Nous savons que notre politique est juste, que nombreux nous approuvent. Nous voudrions qu'ils viennent plus rapidement renforcer notre parti. Nous savions en nous créant que le chemin serait long, difficile, la bataille énorme. L'URSS a disparu, le PCF comme d'autres est passé au réformisme, l'alternance droite – PS, et PS – droite non seulement n'a rien changé mais le capitalisme continue à prospérer et la situation du peuple continue de s'aggraver. Les centrales syndicales n'appellent plus aux luttes et pratiquent « le dialogue social » avec le gouvernement et le patronat. Faire de « Communistes » un grand parti révolutionnaire demande beaucoup de travail, de persévérance. 10 ans, c'est beaucoup dans une vie mais c'est peu pour la tâche que nous nous sommes fixée. Ces limites rappelées, notre 6^{ème} congrès marquera une nouvelle étape de notre développement. Nous pouvons, nous allons développer notre activité dans tous les domaines. A partir de la base solide que nous avons installée dans le pays, nous pouvons aujourd'hui aller beaucoup plus loin, progresser sensiblement, appeler les salariés à nous rejoindre. Il est possible de réaliser de nouvelles adhésions, de recueillir des sommes d'argent beaucoup plus importantes à chacune des souscriptions que nous organisons. Il est devenu possible de nous faire connaître beaucoup plus largement, d'étendre notre propagande.

Etre révolutionnaire, c'est combattre au quotidien pour faire reculer le capitalisme et son gouvernement, c'est mener la bataille idéologique, faire connaître nos idées, être sur le terrain. C'est aussi, c'est même surtout prendre la mesure de tout ce qu'il est possible de faire dans une période donnée et de tout mettre en œuvre pour y parvenir. La vie a largement démontré qu'il y a une large place en France pour un parti comme le nôtre.

Mais nous avons à l'esprit que construire un tel parti révolutionnaire dans les conditions d'aujourd'hui est une tâche de portée historique, dont nous devons prendre toute la mesure, une tâche qui nécessitera pendant très longtemps une lutte de classe acharnée.

Nous avons fait du chemin depuis 10 ans. Mais nous devons impérativement aller plus loin. Alors ensemble durant ces deux jours, discutons, échangeons nos expériences, étudions ensemble comment progresser, car ce parti représente l'avenir pour ceux qui luttent, qui aspirent à une autre société.

DANS QUELLE SITUATION NOTRE PARTI DEPOLIT SON ACTIVITÉ ?

LA SITUATION MONDIALE

La crise actuelle du capitalisme a éclaté en 2008. Tous les pays sont touchés, à des degrés divers. Nous l'avons analysée dès son déclenchement : c'est, comme toutes celles qui l'ont précédée, une crise du système capitaliste et non comme les gouvernements relayés par les médias tentent de le faire croire, une crise financière dont tout découlerait. Le facteur financier a été déclenchant mais la crise est celle du système.

Arrêtons-nous quelques instants sur cette question en revenant sur le fonctionnement capitaliste. Je me suis reportée à ce que nous écrivions en mai 2000 dans la brochure : « qui sommes nous ? Que voulons-nous ? » Où nous présentions notre organisation. « Ils s'enrichissent en exploitant le peuple. La classe ouvrière et d'une façon générale les salariés produisent toujours plus et profitent de moins en moins des fruits de leur travail. Chez les salariés, les retraités, les privés d'emploi, le pouvoir d'achat diminue de façon continue. Dans la

métallurgie il a baissé de 32% depuis 1980 selon l'indice du coût de la vie sur lequel s'est longtemps basée la CGT. Il a reculé de 30% à la Poste et aux Télécommunications, de 63% à la SNCF. Cela représente en moyenne un recul de 1,5% par an » (cela était écrit en 2000, depuis le recul s'est accentué).

Dans la période précédent 2008, les capitaux accumulés dans le monde, avaient gonflé considérablement, bien au-delà de la richesse produite, la seule qui devrait être prise en compte. Par ex. aux USA la capitalisation boursière avait été multipliée par 6,5 (le PIB par 2,4), en France par 8,8 (le PIB par 2,1). La masse monétaire mondiale avait doublé en 6 ans, 3 fois plus vite que la production.

La crise actuelle est partie des USA et s'est étendue rapidement au monde entier. Le capitalisme s'est organisé de plus en plus à l'échelle mondiale – fusions – acquisitions – délocalisations – pour la conquête des marchés, l'exploitation des matières premières, les « coûts du travail » les plus bas. Il y a une interpénétration des géants mondiaux et en même temps une concurrence sans merci. On l'a vu la spéculation, la financiarisation de l'économie se sont accélérées dans les dernières décennies et continuent de se développer dans la crise.

Cette époque a aussi connu des bouleversements politiques considérables, majeurs, qui ont eu et ont encore des conséquences dont il faut mesurer l'ampleur.

Tout en travaillant à son développement après la guerre, l'URSS a été un appui important pour les peuples du monde. Elle a joué un grand rôle pour le maintien de la paix dans le monde malgré la guerre froide, le plan Marshall, la création de l'OTAN. Elle a aidé et soutenu les mouvements de libération nationale comme au Vietnam, pour l'écroulement du colonialisme. Elle a soutenu et aidé économiquement Cuba qui avec F. Castro a renversé la dictature et instauré sa société socialiste. L'existence de l'URSS, son influence a été aussi un apport à la lutte des peuples contre l'exploitation, pour le progrès social dans les pays occidentaux.

En France, Le Général De Gaulle raconte très clairement cela dans ses mémoires. Il explique en 1945, être convaincu que, ou bien il serait procédé rapidement à un changement de la condition ouvrière et à des coupes sombres dans les privilèges de l'argent, ou bien les travailleurs glisseraient à des bouleversements de la France. Il parle à ce propos de la lutte de classe, du rôle et de l'influence du PCF, des soviets, dans la guerre. Il cite toutes les conquêtes instaurées en 1945 et il conclut « certes les privilégiés accueillent cela mélancoliquement mais sur le moment tous mesurent la force du courant, s'y résignent, d'autant plus qu'ils avaient redouté le pire » ! Oui, l'existence de l'URSS en limitant les ambitions capitalistes, impérialistes, était un soutien à la lutte de classe des peuples.

Ce que nous avons perdu avec la disparition de l'URSS : Des guerres se sont développées immédiatement avec l'écclatement des pays comme la Yougoslavie, fomentées par les occidentaux. Le capitalisme règne sur le monde, on en voit tous les effets aujourd'hui.

Le mouvement révolutionnaire anticapitaliste a subi des reculs sans précédent. Presque tous les Partis communistes ont disparu ou se sont ralliés à la social-démocratie. On peut juger des répercussions dans notre pays où il n'y avait plus de parti révolutionnaire de transformation sociale. C'est pour ça que nous avons créé Communistes en 2002.

Aujourd'hui le capitalisme règne sur le monde. Son objectif partout est que le prix de la force de travail soit le plus bas possible. Marx et Engels dans le Manifeste du Parti Communiste décrivaient ces développements : « poussée par le besoin de débouchés mondiaux la bourgeoisie mondiale envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout. En un mot, elle se façonne un monde à son image ».

Après la 2^{ème} guerre mondiale, le capitalisme a créé des organismes internationaux à son service. L'ONU en est typiquement l'illustration. Elle n'a jamais joué un rôle pour éviter ou arrêter les guerres, les agressions impérialistes. L'ONU jusqu'en 1990 a été l'expression de la guerre froide contre l'URSS et depuis elle est l'expression de la concurrence des impérialistes pour imposer leur domination. L'OMC (Organisation mondiale du Commerce), le FMI (Fond Monétaire International), l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), sont d'autres organisations contrôlées par le capitalisme international.

De grands ensembles continuent de se former dans le monde pour accroître leur puissance dans la concurrence capitaliste mondiale : L'ALENA (accord de libre échange Nord Américaine), l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud Est) qui prépare un grand marché commun économique, financier et monétaire, d'ici 2020, les BRICS (Brésil – Russie- Inde – Chine – Afrique du Sud) etc...

L'EUROPE AU SERVICE DU CAPITAL

C'est bien sûr le cas de l'Union Européenne qui a débuté en 1951 par la création de la communauté charbon acier et le premier traité de Rome en 1957. L'Europe aujourd'hui est un géant économique. Son PIB, c'est 25% de la richesse mondiale, elle compte pour 17% des échanges de biens dans le monde, devant les USA, la Chine. Ce n'est pas pour rien que le premier partenaire de la Chine est l'Europe.

C'est aussi une puissance militaire. Elle a créé une force d'action rapide prête à intervenir partout. Elle a participé à la guerre en Lybie, intervient en Afrique, en Afghanistan. Elle est dans l'OTAN à laquelle elle apporte une forte capacité militaire. L'Europe a été créée et se construit pour accélérer le développement du capitalisme à dominante européenne.

En France, tous les gouvernements, droite, PS et ses alliés, ont œuvré à son développement, à la structuration de l'Europe capitaliste, imposé des reculs aux peuples, mis en cause l'Indépendance nationale.

Seules les luttes dans les pays européens, ici en France, ont contraints les gouvernements et le patronat à des reculs et imposé des revendications. Aujourd'hui l'Europe comme tout le monde capitaliste est en crise. Tous les chefs d'Etats européens sont d'accord pour tenter d'imposer une surexploitation sans limite aux peuples, faire baisser le « coût du travail », imposer une austérité drastique, tout cela au nom de la « compétitivité ». La Grèce, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre... partout. En France, il y a le plan de régression Hollande (j'y reviendrai).

Après le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) en mars dernier, voté en France par la droite et le PS ensemble, le traité budgétaire européen de Juillet signé par Hollande et voté au Parlement français par le PS et la droite, les chefs d'Etat poursuivent le renforcement de la construction européenne. Bien sûr cela ne se fait pas sans heurt. La concurrence capitaliste est vive à l'intérieur même de l'Europe, chaque chef d'Etat défendant avec force l'intérêt de ses groupes capitalistes. Voyez la réunion de novembre sur le budget 2014-2020, tous d'accord pour réduire et pousser l'austérité partout mais la bataille entre eux est rude pour décider qui obtiendra le plus de subsides.

Nous le redisons, Il ne peut pas y avoir de solution capitaliste en Europe pas plus qu'en France ou dans le monde. La seule solution pour les peuples européens est de s'opposer clairement à cette Europe, de lutter dans chaque pays contre les plans d'austérité des gouvernements.

Les manœuvres de récupération politiques de l'opposition à cette Europe ne

manquent pas. Par ex. en novembre s'est réuni à Florence le Forum Social Européen, composé d'ONG, du Parti de la gauche européenne présidé par P. Laurent secrétaire national du PCF, des Verts, de socialistes, de tous les syndicats français, de la CES (qui est intégrée au capitalisme européen). Ils vont lancer en juin prochain à Athènes un « Front Social Européen ». Son but : « améliorer le modèle social européen ». Evidemment dans leur propos on retrouve leur slogan permanent de 'l'Europe sociale' ! Cette initiative est comme toutes les autres du même type, un détournement de la réalité, un détournement de la seule voie qui puisse modifier la donne : la lutte contre le capitalisme et son pouvoir. C'est entraîner les peuples dans une voie sans issue et laisser le terrain libre au capitalisme pour continuer de prospérer en exploitant les peuples.

Le FN se proclame contre la monnaie unique, M. Le Pen reprend un de ses thèmes favori en tablant sur les difficultés des couches populaires : l'Europe qui ne règle rien, qui ne protège pas mais elle se garde bien de dénoncer le capitalisme et pour cause !

Nous sommes clairement opposés à l'Europe capitaliste. Nous avons une autre conception des relations entre les nations, des rapports entre les peuples en Europe. Il nous faut la faire connaître : Nous luttons pour l'indépendance de chaque nation, contre tout organisme ou gouvernement supranational. La souveraineté, le rôle de chaque nation, ses acquis sociaux et démocratiques doivent être respectés. Nous sommes pour développer une large coopération dans tous les domaines : industriel, scientifique, technologique, culturel..., pour assurer le développement économique et social de chaque pays. Nous sommes pour la coopération pacifique, une politique de paix, d'interdiction des armes nucléaires, de désarmement dans le monde. Nous sommes pour la dissolution de l'OTAN, de la force d'action rapide européenne et de tous les pactes militaires. Cela, seul le développement de la lutte peut le permettre.

Les capitalistes et leurs gouvernements, vont-ils pouvoir poursuivre leur offensive contre les peuples, ou au contraire parviendrons-nous à les faire reculer ?

En Europe les luttes sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus fortes contre l'austérité, la politique des gouvernements, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, en Angleterre etc... Nous n'en sommes qu'au tout début. Elles sont appelées à se développer. En Europe comme ailleurs c'est la lutte de classe, seulement la lutte de classe qui fera reculer le capital et non des compromis avec lui.

LA RÉALITÉ DU CAPITALISME C'EST ÇA !

J'ai parlé de l'Europe. N'oublions pas que dans le monde plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim. Aux USA, 1 citoyen sur 3 est classé pauvre, ils sont 100 millions dont 46 millions classés très pauvres, parmi eux 26 millions d'enfants. 8% de la population active est au chômage, 8 millions de travailleurs ont perdu leur emploi en 2009-2010. 50 millions d'américains sont sans couverture maladie. Dans le même temps les marges des géants capitalistes culminent à un haut niveau. Selon le journal financier « Les Echos » pour parvenir à ce résultat : « ils ont réduit leurs dépenses, rationalisé leur productivité. Des effets qui ont payé » conclut le journal.

Si la crise à des répercussions dans tous les pays, la croissance économique des pays du Sud Est Asiatique affichera une croissance moyenne annuelle de 5,5% pour 10 pays d'entre eux d'ici à 2017 estime l'OCDE. La croissance de la Chine est de 8,8%, celle de l'Inde de 6,4%, de l'Indonésie de 6,2%. Selon l'OCDE les pays émergents devraient en 2030 représenter 60% du PIB mondial (qui est aujourd'hui

de 70.000 milliards de dollars). Les BRICS, représentent aujourd'hui 27% du PIB mondial, contre 16% en 2001.

Le développement inégal du capitalisme à l'échelle mondiale est à l'origine des affrontements de plus en plus aigus qui se développent partout. Les puissances impérialistes emploient tous les moyens, y compris la guerre, pour imposer leur domination.

L'OTAN (dont la France fait partie du commandement) intensifie ses moyens pour intervenir partout où ils estiment leurs intérêts menacés. Installation du bouclier antimissiles au Moyen-Orient, la flotte américaine déployée en Australie face à la Chine.

La guerre en Irak, en Lybie, a été pour le pétrole. Les impérialistes veulent balayer tout ce qui fait obstacle à leur politique dans la région. Leurs armées interviennent et entretiennent des conflits en Afrique pour maintenir le pillage des ressources. L'Arctique même est aujourd'hui l'objet d'une concurrence effrénée pour l'exploitation des ressources minières et des hydrocarbures.

Les dépenses militaires explosent. Plus de 1.700 milliards de dollars en 2012. Les USA restent de loin en tête avec 739 milliards de dollars, la Chine est devenu le second avec 89,8 milliards, la France est 5^{ème} avec 40 milliards. Israël est classé dans les tout premiers.

La lutte pour la paix est d'une grande urgence aujourd'hui.

Faisons connaître ces réalités que l'on nous cache.

Les révoltes des peuples - fin 2010, début 2011- dans plusieurs pays arabes, avaient pour cause profonde la misère. Elles ont porté avant tout sur des revendications sociales comme l'emploi, les salaires. Malgré la récupération de ces mouvements par des dirigeants à la solde du capitalisme occidental, malgré l'utilisation scandaleuse de la religion avec la propulsion des islamistes, malgré la répression qui sévit, les mouvements de lutte n'ont pas cessé. Ils montrent à quel point les peuples refusent la misère qu'on leur impose. Nous l'avons dit dès leur déclenchement, ces luttes n'en sont qu'au début, elles se développeront... Leur lutte est notre lutte, nous sommes solidaires de leur combat.

Israël a déclenché il y a quelques semaines une nouvelle opération de guerre contre Gaza en Palestine. En Israël, seul le Parti Communiste Israélien a manifesté contre cette agression et agit pour l'existence d'un Etat palestinien. Nous saluons sa lutte courageuse. Israël qui ne veut pas d'un Etat palestinien, voudrait que soit porté un coup définitif à l'idée même d'un Etat palestinien indépendant, pour les raisons que nous savons.

Les occidentaux le soutiennent, les USA, la France... Hollande a déroulé le tapis rouge à Nétanyahou qu'il a reçu à Paris. Mais le 29 novembre, la Palestine est devenue Etat observateur de l'ONU par la décision de 138 pays. Hollande qui avait assuré Israël de son soutien a dû sous la pression de l'opinion (78% des français sont pour un Etat palestinien) réviser sa position, la France a voté oui. Il faut maintenant contraindre Israël à stopper la colonisation, à se retirer de la Palestine et à reconnaître la création de plein droit d'un Etat palestinien. La France peut jouer un grand rôle. Hollande doit rompre ses relations avec Israël et intervenir auprès des autres Etats pour qu'ils agissent pour la création d'un Etat palestinien libre et indépendant.

Tel est le monde capitaliste aujourd'hui. L'URSS a disparu mais l'opposition capital - travail est toujours là, elle a même grandit. Un système qui ne vit et se développe qu'en exploitant les peuples, ne peut apporter de solutions aux problèmes de l'humanité. Il est un frein à son développement. Le capital n'a de limite que celles que lui imposent les luttes de la classe ouvrière, des salariés, des peuples.

Pour que le monde change, un changement révolutionnaire est indispensable
Ce qui se passe aujourd'hui avec la crise, dans le monde entier, ne fait que confirmer que tous les peuples ont le même ennemi, le capitalisme, qu'ils ont le même intérêt à l'anéantir pour construire une société socialiste. Nous sommes le seul parti politique en France dont c'est l'objectif et qui l'affirme clairement. Nous sommes solidaires de toutes les forces qui luttent dans le monde entier.

LA SITUATION EN FRANCE

La France est après les USA, le pays qui compte le plus d'entreprises dans les 50 premières firmes mondiales. Elles sont au nombre de 6. Parmi elles : Total – Carrefour – GDF, Suez... Dans le Top 500 des multinationales (en terme de chiffre d'affaires) on trouve 40 entreprises françaises – le CAC 40.

Bien avant l'élection présidentielle nous écrivions : « le capital en France à trois fers au feu : la droite – le PS – le FN. Le 6 mai au soir, pas de surprise, le capital aura à nouveau son représentant aux commandes. La situation du peuple continuera de s'aggraver dans tous les domaines. Seule la lutte pourra faire reculer le capital ».

Je l'ai rappelé au début de cette intervention, on peut faire la différence entre notre analyse de classe et celle de tous les autres. Aujourd'hui, le constat est sans appel. Hollande c'est la même politique de Sarkozy qui continue et s'accélère. Pour les raisons que nous avons évoquées à plusieurs reprises, tout va très vite. Dès son installation à l'Élysée, Hollande est allé à Bruxelles accepter le pacte budgétaire européen et il l'a fait ratifier par le parlement français avec le soutien de la droite. En Juillet au sommet de l'OTAN, il confirmait l'engagement total de la France dans ce pacte. Le 9 septembre – sur TF1, Hollande annonçait qu'il fallait pour « la compétitivité des entreprises » baisser leurs cotisations, assouplir le marché du travail. Il annonçait des réformes, des économies dès le budget 2013. Son 1^{er} Ministre allait avec 10 autres ministres, saluer le MEDEF lors de son université d'été et l'assurer de « son esprit d'ouverture et de confiance ». Il l'a d'ailleurs démontré lors de l'annonce des 8.000 suppressions d'emplois et la fermeture du site d'Aulnay dans le groupe Peugeot, il le démontre encore aujourd'hui avec Mittal et la fermeture des hauts fourneaux. Le 10 novembre, L. Gallois remettait son rapport sur « la compétitivité ». Le 13 novembre, Hollande dans sa première conférence de presse annonçait la première série de mesure en faveur des entreprises : 30 milliards annuels de cadeaux supplémentaires, à ajouter aux 200 milliards actuels de suppressions de cotisations, taxe professionnelle, réduction d'impôts. Rappelons, qu'à partir de 1979 les cotisations patronales ont été gelées et à partir de 1992 ont été instaurés les premiers dégrèvements. Depuis, dégrèvements et suppressions de cotisations, d'impôts, n'ont cessé d'être augmentés par tous les gouvernements, droite – PS et gauche plurielle, passant de 11 milliards 900 millions de francs (1,9 milliards d'euros) la 1^{ère} année à 200 milliards en 2012 et plus 30 milliards en 2013. C'est un transfert sans précédent vers les profits. Parallèlement, la part des salaires dans la production de richesses a reculé de 9%. Hollande a annoncé 60 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques en 5 ans, soit 12 milliards par an, par des réformes d'ampleur :

-10.000 suppressions de postes de fonctionnaires par an dans les ministères considérés « non prioritaires ».

-réforme du financement de la protection sociale : Sécurité Sociale – nouvelle réforme des retraites (la réforme Sarkozy élevant progressivement l'âge légal, s'applique déjà).

-réforme de la TVA avec augmentation.

-réduction drastique des dotations aux collectivités locales (déjà les investissements sont stoppés) et réforme territoriale.

Alain Duhamel écrit dans « Libération » : « Aucun gouvernement n'a auparavant osé viser pareil objectif ».

Hollande veut accélérer la négociation en cours patronat-syndicats sur le marché du travail. Il pousse les syndicats à accepter plus de flexibilité que demande le patronat. Le patronat, les agences de notation capitalistes lui disent : c'est bien – 1^{er} pas- il faut aller plus loin. C'est la fameuse agence de notation Moodys qui a retiré le triple A pour « inciter le gouvernement à mettre en œuvre rapidement ses réformes ». Hollande dans les 24h. a appelé « à tenir compte de l'avertissement de Moodys et à tenir le cap ».

Le Chômage touche plus de 6 millions d'actifs. Les destructions d'emplois se poursuivent : 50.400 emplois détruits au 3^{ème} trimestre. Le mois dernier ce sont 45.000 chômeurs de plus. Un rapport de l'observatoire des ZUS (zones urbaines sensibles) observe que la moyenne de taux de chômage y est de 22,7%. Chez les jeunes de moins de 25 ans elle est de 38% ! En France, 2.200.000 emplois industriels ont disparu (38% des effectifs) depuis 2008 et la casse continue.

Le pouvoir d'achat recule, les salaires sont bloqués, le chômage partiel massif ampute les salaires et les prix du carburant, du gaz, de l'électricité, des produits alimentaires, augmentent. Les inégalités s'accroissent. La pauvreté gagne du terrain. Il y a en France 8.650.000 personnes au dessous du seuil de pauvreté (14,1%). Dans les ZUS ou vivent 4 millions de personnes, elle est de 36,6%. Les gens se soignent de moins en moins. Selon le baromètre Europ Assistance sur l'accès aux soins en Europe, le renoncement aux soins pour des raisons financières recule dans tous les pays européens : En Italie – 27%, en Allemagne – 30%, en France – 27%. Comment elles baissent ? Dans le rapport de l'OCDE on lit : « elles ont été réduites via une série de mesures : la baisse des salaires et de l'emploi, la hausse restant à la charge des ménages après le déremboursement de produits pharmaceutiques, la coupe dans le budget des hôpitaux, les gains de productivité, via les fusions d'hôpitaux... ».

Parallèlement, malgré la crise les marges des profits des groupes capitalistes progressent. On annonce 74 milliards d'euros en 2012. Les seuls groupes du CAC 40 envisagent de verser 38,3 milliards à leurs actionnaires soit 5% de plus qu'en 2011.

C'est la situation dans laquelle le capitalisme avec Hollande plonge notre peuple et notre pays. La seule issue globale à cette situation dans notre pays comme ailleurs, nous le savons mais il faut le redire plus fort, c'est d'abattre le capitalisme, de lui reprendre les grands moyens de production et d'échange et de construire une société socialiste au service du peuple. Il faut faire reculer le capital et le gouvernement socialiste. Comment ? Par la lutte. La lutte de classe est un fait.

En 1936 quand le gouvernement du front populaire a été mis en place avec la majorité à l'Assemblée Nationale, les congés payés, les 40h. ne figuraient pas dans le pacte d'unité communistes – socialistes. 2 millions de salariés se sont mis en grève, le rapport de force a été modifié, en 48h. ont été signés les « accords Matignon ». Les 40h., les congés payés, des augmentations de salaires de 15%. En 1968 des millions de grévistes ont amené les accords de Grenelle, en 1995 la grève déclenchée par les cheminots et qui s'est élargie a permis de gagner.

Aujourd'hui le MEDEF et Hollande veulent imposer une régression historique. La lutte peut les stopper, les faire reculer.

IL N'Y A QUE LES LUTTES POUR LES ARRÊTER

Aujourd'hui comme hier, la seule chose que le capital et le gouvernement craignent, ce sont les luttes, car ils savent que les salariés, le peuple, sont le nombre, qu'ils sont une force immense s'ils la mettent en mouvement, qu'ils peuvent les contraindre à reculer.

Il y a des luttes dans de nombreuses entreprises, contre les licenciements, les salariés, les conditions de travailleurs ; les chômeurs ont manifesté le 1^{er} décembre à l'appel du secteur CGT des sans emploi. Mais les salariés sentent bien que devant l'offensive sans précédent du patronat et du gouvernement socialiste, il faudrait lutter tous ensemble et fort. Les syndiqués dans les entreprises expriment de plus en plus la nécessité d'un tel mouvement.

Alors, qu'est-ce qui bloque, qu'est-ce qui gêne le développement de la lutte ?

Du côté des Syndicats.

Force est de constater que les centrales syndicales, dont le rôle en principe est la défense des intérêts des salariés, ont délaissé depuis longtemps le terrain des luttes.

Hollande pour mener la politique du capital a un besoin absolu de la participation des centrales syndicales. Dès son élection il a mis en place son fameux « dialogue social permanent » avec dès juillet une « conférence sociale » avec les partenaires sociaux, patronat et syndicats. Une nouvelle forme de l'association capital – travail, qu'il veut d'ailleurs faire inscrire dans la constitution. Pour l'instant, ça fonctionne. La CFDT comme toujours est en pointe pour le « contrat de confiance » avec le gouvernement. Elle est pour le « pacte de compétitivité », prête à des « assouplissements » du marché du travail. FO trouve que l'augmentation de la TVA est raisonnable. Si la CGT trouve le pacte de compétitivité inacceptable, si elle dénonce la prétention du MEDEF à flexibiliser le marché du travail, elle s'en tient là, elle n'appelle pas à la lutte des salariés. En somme, toutes les centrales syndicales participent au « dialogue » permanent dans les salons ministériels ou dans les locaux du MEDEF pour déterminer jusqu'où on peut imposer des régressions aux salariés. Ils sont dans la ligne de la CES intégrée à la construction de l'Europe capitaliste et de la CSI intégrée au capitalisme mondial. Aujourd'hui plus que jamais, les salariés ont besoin d'un syndicat de lutte de classe qui les aide à organiser, à développer leur lutte dans les entreprises et qui appelle au rassemblement, à l'union des salariés, qui coordonne leurs luttes. Reconquérir un syndicalisme de classe dont les salariés ont un besoin urgent est un objectif fondamental de notre époque.

Du côté des partis politiques.

Pour sortir de la situation actuelle, stopper cette politique, sortir notre pays de la récession, une autre logique s'impose.

Nous l'avons dit, les moyens existent en France pour une autre politique : pour investir dans l'industrie, développer l'emploi, la recherche, l'enseignement, le logement, porter le SMIC à 1800 euros nets, augmenter les salaires, les retraites, les indemnités, donner une Sécurité Sociale pour tous ...La richesse produite chaque année par les salariés – 950 milliards d'euros par ans- 200 milliards de cadeaux aux entreprises, les profits de multinationales (72 milliards en 2012), une tout autre utilisation du budget national de 360 milliards annuels etc...

Pour cela, il faut que la Nation ait la maîtrise des secteurs décisifs, il faut stopper les privatisations et se réapproprier les secteurs qui ont été privatisés. Pour engager une telle politique, utiliser l'argent autrement, se réapproprier les richesses

produites par les salariés confisquées par le capitalisme, il faut avoir la volonté politique de s'attaquer au pouvoir des multinationales, des puissances financières qui nous gouvernent. Il faut le constater, à part Communistes, aucun parti politique ne souscrit à cela, aucun n'a cet objectif. Car tous, absolument tous, droite – FN – PS, gauche, Extrême gauche, se situent dans le système capitaliste comme seul système possible.

A Gauche. On trouve tous les partis qui ont fait élire Hollande, qui comme le Front de Gauche s'abstiennent au Parlement sur les dépenses et recettes du budget 2013 qui imposent une austérité drastique au peuple ; est-ce ce « partage des richesses » dont ils parlent tant ? Dans le capitalisme il n'y a pas de partage des richesses. Seule la lutte peut lui arracher une partie de ce qu'il s'approprie et qu'il cherchera toujours à reprendre. Les partis politiques préparent l'alternance, d'autant plus que la situation va vite. Sarkozy usé on a propulsé Hollande. Hollande et les siens usés, quelle formation assurera l'alternance ? A gauche, Mélenchon s'active. Il espère rassembler avec son Parti de Gauche, le PCF, les Verts, des socialistes, le NPA, pour former « une majorité alternative » à Hollande si besoin est. A droite, la lutte acharnée que se livrent Copé et Fillon, illustre parfaitement cette situation. Au-delà de l'ambition incontestable de ces deux personnages, il y a avant tout la recherche d'une alternance possible au pouvoir actuel. Les uns pensent à une alliance avec le Centre de Borloo et de Bayrou, les autres regardent du côté du FN. Des recompositions politiques sont en préparation dès maintenant. Borloo a créé l'UDI, organisation du Centre droit pour occuper le plus de place possible. Le FN continue de se développer. Il compte beaucoup sur l'étape des élections municipales de 2014 et des alliances qui pourraient se faire avec une partie de l'UMP ou même un nouveau parti politique de droite. La situation économique et sociale joue en faveur du développement du Front National qui n'a jamais gouverné, ce qui lui permet de dégager sa responsabilité à l'égard de la situation actuelle.

Le capital a bien trois fers au feu pour continuer à gouverner : la droite, le PS et le FN avec des variantes possibles qui peuvent apparaître sur la scène politique.

POUR UN GRAND PARTI REVOLUTIONNAIRE : INTERVENIR, FAIRE GRANDIR NOTRE ORGANISATION

Dans cette situation notre parti aura de plus en plus à intervenir Pour donner à comprendre la situation, ce qui se passe. Pour ouvrir une perspective pour changer cette situation. Seule la lutte de classe clairement anticapitaliste peut modifier la donne. Pour combattre les illusions de toutes sortes, d'où qu'elles viennent.

Plus que jamais, le peuple a besoin d'un parti révolutionnaire pour ce combat. Nous sommes le seul parti politique sur cette ligne. Chaque situation, chaque événement vient le confirmer. Comment faire grandir les idées révolutionnaires et pour cela, étendre notre influence, faire grandir notre organisation, en somme comment en nous appuyant sur nos acquis, porter notre activité au niveau exigé par la lutte aujourd'hui dans notre pays.

Nous devons mesurer toute l'âpreté du combat de classe. Nous sommes à contrecourant de tout ce qui est fait et propagé par le pouvoir, les partis politiques, avec l'appui total des médias.

Mais dans le même temps, des salariés, des jeunes, des gens du peuple se posent de plus en plus fortement la question, comment changer les choses ? Cette question ils seront de plus en plus nombreux à se la poser car l'opposition à la politique actuelle va encore grandir rapidement.

On voit les manœuvres multiples du côté du FN, de ce qu'on appelle « le Centre », du côté de la « nouvelle gauche » pour capter ces dizaines de milliers de gens du peuple désemparés. Manœuvres qui ne sont pas sans résultats.

De notre côté, notre politique, notre action, peuvent être approuvées bien plus largement encore qu'aujourd'hui, car elles répondent à l'attente de ceux et celles qui veulent que ça change. A condition que nous nous adressions bien plus à tous. Il y a de la place pour un parti révolutionnaire en France. C'est notre responsabilité de l'installer plus encore dans la vie nationale.

Intervenir plus fortement encore sur les questions idéologiques, politiques est notre rôle premier. Le capital, son pouvoir, ses soutiens, ont des moyens immenses à leur disposition avec le système médiatique pour répandre leurs thèmes, manipuler l'opinion.

Nous avons de façon appréciable amélioré notre expression, son contenu, sa régularité, sa diffusion, avec notre hebdomadaire internet – avec la diffusion de notre journal, les tracts, dans les entreprises, les facultés, les quartiers populaires, qu'il faut diffuser encore plus largement. Nous devons avec le collectif propagande, travailler à améliorer encore notre expression quotidienne, son contenu, sa diffusion, solliciter des camarades pour approfondir encore plus régulièrement les questions idéologiques.

Recruter de nouveaux adhérents, dans les entreprises, parmi les jeunes, dans les quartiers populaires est notre objectif permanent. Etre plus nombreux, avoir de nouvelles bases de notre parti est capital pour étendre notre activité, notre influence, faire grandir les idées révolutionnaires, pour la lutte. Pour toutes les raisons déjà évoquées nous savons que c'est un travail de conviction pied à pied. Nous avons une activité, un parti qui agit, nous avons des liens nombreux, solides. Quand de nouveaux camarades décident de nous rejoindre, c'est très précieux pour notre parti mais eux aussi y trouvent un apport pour leur lutte. Nous devons continuer à organiser des rencontres, des débats, à inviter des sympathisants à nos réunions, à leur proposer de venir avec nous construire ce parti révolutionnaire qu'eux-mêmes jugent indispensable.

Arrêtons- nous sur une question vitale : la bataille financière. Pour un parti comme le nôtre qui n'a ni l'argent du patronat, ni des milliardaires, ni du gouvernement, il faut nous tourner vers les travailleurs, les amis. Pour construire notre activité, développer notre propagande, pour tout ça il faut de l'argent, la vie du parti, les réunions, les déplacements, tirer du matériel, faire des affiches...De plus, le système électoral en France, avec de nombreuses élections et qui est fait pour éliminer le plus possible ceux qui ne sont pas dans le système – il faut des centaines de milliers d'euros pour présenter des candidats. Les batailles électorales sont des batailles politiques, nous menons ces batailles avec nos candidats. Le système électoral antidémocratique de la Présidentielle a éliminé notre candidat Christophe Ricerchi mais aux Européennes, aux législatives, aux cantonales, c'est le manque d'argent, uniquement le manque d'argent qui nous a limité.

Il faut impérativement qu'on trouve de l'argent, bien plus d'argent. Le paiement régulier des cotisations est important mais ça ne peut suffire. Il faut solliciter en permanence nos amis, organiser des initiatives, créer comme certains le font une association qui permet de participer à des initiatives, pour collecter de l'argent.

Pour déployer plus largement notre activité dans tous les domaines, la vie politique des cellules est très importante. Elle existe et déjà beaucoup se fait. Quel que soit le nombre d'adhérents dans une cellule, se réunir régulièrement pour discuter politique, débattre, décider des initiatives, les organiser, est indispensable. Nous devons veiller à la participation de tous les camarades, ne laisser personne de côté.

Des stages de formation théoriques ont été organisés dans les départements depuis le dernier congrès. Nous devons en tenir le plus grand nombre dans la prochaine période, car la connaissance de la théorie marxiste est indispensable à notre combat révolutionnaire.

Les réunions préparatoires au congrès se sont tenues. Les cellules ont constitué leur collectif de direction, de jeunes militants prennent des responsabilités. C'est ainsi que nous avançons.

Cher(e) camarades,

Il y a 10 ans nous avons créé ensemble ce parti indispensable à la France. Il se construit pas à pas dans l'action, dans une lutte de classe acharnée. De nouveaux camarades depuis 10 ans sont venus avec « les initiateurs » le construire. Nombreux sont ici parmi les participants au congrès. Il

vit, il agit, son utilité n'est plus à démontrer, notre parti est ancré dans la vie nationale.

Nous allons continuer à le construire, à le faire progresser pour qu'il soit encore plus utile, sans chercher à contourner les obstacles sur notre chemin mais au contraire en les affrontant.

Nous pouvons porter notre activité à un niveau plus élevé. Prenons-en conscience. Nous allons discuter, débattre ce soir et demain de la politique, de la situation, échanger nos expériences, nos points de vue.

Nous prendrons les meilleures décisions et nous élirons la direction de notre parti pour aller plus loin dans la voie que nous sommes tracée : construire un grand parti révolutionnaire en France.

www.sitecommunistes.org